

Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie

Les Canadiens sont assez intelligents pour comprendre que si les coûts de production augmentent et si nous devons payer plus cher le pétrole importé, on ne peut empêcher la hausse des prix. Mais, à mon sens, les Canadiens n'appuieront pas ce gouvernement, ni aucun autre, si celui-ci augmente le prix du pétrole alors que rien ne nécessite cette hausse si ce n'est que l'industrie pétrolière peut obtenir de meilleurs prix ailleurs.

Des voix: Bravo!

M. Douglas: Il faut rappeler à l'industrie pétrolière que le pétrole ne lui appartient pas, mais qu'il appartient plutôt aux habitants de ce pays et à ceux de la province d'où il est tiré.

M. Clark (Rocky Mountain): Qu'en est-il du pétrole de la Saskatchewan?

M. Douglas: La Saskatchewan vend son pétrole qui est, comme la Chambre le sait, corrosif et à forte teneur en soufre. Les États-Unis sont son principal client.

M. Clark (Rocky Mountain): Comment traitiez-vous les sociétés pétrolières pendant que vous étiez là?

M. Douglas: Nous n'utilisons pas de pétrole domestique en ce temps-là, nous l'exportons. Nous obtenions notre pétrole domestique de l'Alberta, qui est du pétrole non sulfuré que nos raffineries peuvent transformer.

À mon avis, la Chambre et le peuple canadien doivent se rendre compte qu'à chaque hausse de prix du pétrole l'économie canadienne perd des revenus. Le professeur Bruce W. Wilkinson de l'Université de l'Alberta, économiste renommé, a souligné dans un article paru dans le *Canadian Forum* ainsi que dans bien d'autres articles qu'il a rédigés, que la hausse du prix du pétrole occasionne une perte nette de 7.73 p. 100 à l'économie canadienne. Il a signalé que les prix plus élevés payés par les consommateurs canadiens dépassaient les recettes fédérales et provinciales perçues sous forme de taxes, de redevances, de dividendes et de revenus non distribués des actionnaires canadiens. De fait, seulement 14 p. 100 des dividendes et des gains non distribués de l'industrie pétrolière demeurent au Canada; les 86 p. 100 qui restent passent la frontière. Cela signifie que si l'on hausse le prix du pétrole de \$1.50 le baril et que les revenus augmentent de 1,100 millions de dollars, l'économie du Canada subira une perte nette de 80 millions de dollars.

M. Nystrom: Vous voulez dire 800 millions de dollars.

M. Douglas: Non, 80 millions—soit 7.73 p. 100. Il signale en outre que la hausse de 95c. le baril déjà accordée cette année dans le cas du pétrole déjà sur place coûtera à l'économie canadienne 450 millions de dollars jusqu'à ce que s'épuisent ces réserves. Si le prix est haussé de \$1.50, cela représente une perte additionnelle de plus d'un milliard de dollars jusqu'à ce que la nappe de pétrole soit épuisée. Les Canadiens ne profiteront en rien de la hausse du prix du pétrole; ils devront payer plus cher pour le pétrole et l'économie canadienne dans son ensemble devra assumer près de 8 p. 100 de la hausse.

Je connais tous les raisonnements, monsieur l'Orateur. Mes amis à ma droite me les ont servis et je les ai écoutés

[M. Douglas.]

tandis que les compagnies pétrolières présentaient des mémoires. Ils disent: «Nous avons besoin de l'argent. Nous ne saurions justifier la hausse en alléguant des frais plus élevés, mais l'argent nous est nécessaire à la recherche.» On prétend que les sociétés ont besoin d'argent pour prospecter, trouver de nouveaux puits et accroître les réserves. J'ai entendu l'honorable député de Calgary-Sud le dire *ad nauseam*. Il y a deux choses dont il faut tenir compte. Tout d'abord, rien ne dit qu'elles utiliseront l'argent aux fins de prospection. M. Joseph Yanchula, ingénieur-conseil en pétrole de Calgary, a dit dans un article que plus d'un milliard de dollars sort de l'Alberta, chaque année; que 300 millions s'en sont allés pour l'Arctique et 700 millions ailleurs, mais que l'Alberta a connu une perte sèche de un milliard. Comment savoir si les sommes supplémentaires qu'elles touchent seront consacrées à la prospection, au Canada? Si c'est là la seule raison qu'elles avancent pour augmenter les prix, le gouvernement devrait prendre cet argent, le placer dans un fonds et, de concert avec les provinces, s'en servir pour mettre les sables pétrolifères en valeur, en régie publique.

● (1700)

Des voix: Bravo!

M. Douglas: L'autre erreur de cet argument est que les sociétés pétrolières n'ont pas besoin d'argent pour chercher du pétrole, en forant de 6,000 à 8,000 pieds sous terre. Les sables bitumineux constitueront notre principale réserve de pétrole pour l'avenir et nous savons où ils sont. C'est un projet d'extraction minière et de raffinage et les compagnies n'ont pas besoin des \$1.50 par baril supplémentaire pour prendre le contrôle de l'une des dernières grandes sources d'énergie du Canada.

J'espère qu'au cours des prochains jours, le gouvernement réfléchira sérieusement à ce qu'il va faire lorsque le gel des prix actuel prendra fin.

Une voix: Il ne reste que 2 jours ou 48 heures.

M. Douglas: Je sais que l'industrie pétrolière, le gouvernement de l'Alberta et nos amis de l'opposition officielle font des pressions sur le gouvernement afin qu'il augmente le prix du pétrole brut à la fin de janvier. Cela signifierait une augmentation sensible du prix de l'essence, de l'huile de chauffage et du diesel. Je rappellerai à la Chambre que les plus grands consommateurs de produits diesel au Canada sont les agriculteurs et les pêcheurs et que si l'on augmente le prix du diesel, on augmente automatiquement le prix des aliments dans les supermarchés.

Des voix: Bravo!

M. Douglas: J'affirme que le gouvernement doit très sérieusement étudier cette question. Il est de son devoir de nous dire dans les prochains jours ce qu'il se propose de faire en ce qui concerne le système de prix qui entrera en vigueur lorsque le gel des prix prendra fin.

Une voix: Vous l'appuierez quoi qu'il fasse.

M. Douglas: Le prix qui doit être fixé doit être juste pour l'industrie pétrolière.

M. Yewchuk: Qu'est-ce que cela veut dire?